



Conseil économique et social

Distr. limitée
13 juin 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Activités opérationnelles du système des Nations Unies
au service de la coopération internationale
pour le développement: rapports des Conseils
d'administration du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds des Nations Unies
pour la population et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets, du Fonds
des Nations Unies pour l'enfance, de l'Entité
des Nations Unies pour l'égalité des sexes
et l'autonomisation des femmes
et du Programme alimentaire mondial**

Extrait du rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa session annuelle de 2012 (5-8 juin 2012)

**Décisions adoptées par le Conseil d'administration
à sa session annuelle de 2012**

* E/2012/100.



Table des matières

<i>Décision</i>		<i>Page</i>
Session annuelle de 2012 (5-8 juin 2012)		
2012/7	Rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF : progrès accomplis et résultats obtenus dans le cadre du plan stratégique à moyen terme.	3
2012/8	Rapport sur les progrès réalisés par l'UNICEF dans son action en faveur de l'égalité des sexes	4
2012/9	Projets de descriptif de programme de pays.	5
2012/10	Requête présentée par le Rwanda concernant la soumission d'un projet de descriptif de programme de pays commun au Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS et à ceux de l'UNICEF et du PAM	5
2012/11	Prorogations des programmes de pays en cours.	6
2012/12	Rapport annuel sur la fonction d'évaluation et les principales évaluations.	6
2012/13	Rapport annuel de 2011 du Bureau de la vérification interne des comptes au Conseil d'administration.	7

**2012/7. Rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF :
progrès accomplis et résultats obtenus dans le cadre du plan
stratégique à moyen terme**

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* du rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF : progrès accomplis et résultats obtenus dans le cadre du plan stratégique à moyen terme, 2006-2013 (E/ICEF/2012/10);

2. *Rappelle* sa décision 2011/12, demande à nouveau à l'UNICEF d'indiquer les enseignements tirés de l'expérience, de formuler des recommandations sur les futures stratégies de l'organisation et de décrire les problèmes rencontrés et les mesures concrètes à prendre pour les régler dans les rapports qu'il lui présentera à l'avenir, et engage instamment l'UNICEF à poursuivre ses efforts en vue d'améliorer ses rapports sur les résultats obtenus au cours de la période couverte par l'actuel plan stratégique à moyen terme, en décrivant les progrès accomplis par rapport aux plans, en incluant des références plus systématiques à l'évaluation et à l'atténuation des risques et en présentant les résultats des efforts déployés par l'UNICEF pour mettre en avant les droits des enfants et l'égalité des sexes dans ses programmes;

3. *Rappelle* sa décision 2011/10 dans laquelle il invitait le Directeur général à incorporer, en étroite collaboration avec le Président du Groupe des Nations Unies pour le développement, la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul dans le programme de l'UNICEF, et de rendre compte des progrès accomplis dans son rapport annuel;

4. *Se félicite* des mesures prises pour renforcer la gestion axée sur les résultats et, à cet égard, prie l'UNICEF de continuer de consulter les membres du Conseil d'administration et de travailler en étroite collaboration avec d'autres entités des Nations Unies afin de mettre au point, pour le prochain plan stratégique 2014-2017, un cadre de résultats qui soit bien conçu, harmonisé, clair et simple et qui fasse apparaître l'intégralité de la chaîne de résultats, notamment ceux escomptés à tous les niveaux;

5. *Rappelle* sa décision 2012/2, et prie l'UNICEF d'actualiser le calendrier figurant dans le plan de route en vue de l'élaboration du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF pour la période 2014-2017 en y faisant figurer des renseignements plus détaillés sur les principales activités et consultations prévues;

6. *Considère* qu'il importe de rendre compte des résultats en ce qui concerne l'égalité des sexes dans les principaux domaines d'intervention de l'organisation, ainsi que, conformément à sa décision 2010/21, dans la gestion des ressources humaines, s'agissant notamment du recrutement de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, en tenant dûment compte de l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible, conformément au paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, et demande une nouvelle fois qu'il soit pleinement rendu compte des résultats obtenus dans ces domaines dans le rapport annuel du Directeur général.

*Session annuelle
8 juin 2012*

2012/8. Rapport sur les progrès réalisés par l'UNICEF dans son action en faveur de l'égalité des sexes

Le Conseil d'administration

1. *Réaffirme* que l'égalité des sexes est l'une des principales stratégies intersectorielles du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF;
2. *Se félicite* du rapport sur les progrès réalisés par l'UNICEF dans son action en faveur de l'égalité des sexes (E/ICEF/2012/11) et des mesures prises pour améliorer les activités du Fonds concernant l'égalité des sexes, notamment les améliorations structurelles et le renforcement de la collaboration avec d'autres partenaires des Nations Unies en particulier ONU-Femmes, y compris grâce au lancement à titre expérimental du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la mise en œuvre de la politique du Conseil des chefs de secrétariat et des organismes des Nations Unies pour la coordination sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, sous la direction d'ONU-Femmes;
3. *Prie instamment* l'UNICEF de continuer à aller de l'avant pour contribuer à la réalisation de l'égalité des sexes dans tous les secteurs et tous les programmes de pays et de faire rapport sur les contributions du Fonds à l'amélioration des résultats obtenus en matière d'égalité des sexes aux niveaux national et mondial dans le cadre du plan stratégique à moyen terme;
4. *Prie* l'UNICEF de continuer à travailler en étroite collaboration avec ONU-Femmes pour faire progresser l'intégration de la problématique hommes-femmes, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes;
5. *Prie* l'UNICEF de lui faire part des conclusions de l'examen de l'actuel plan d'action stratégique prioritaire pour l'égalité des sexes 2010-2012 ainsi que de la manière dont ces conclusions sont utilisées pour améliorer le prochain plan d'action;
6. *Encourage* l'UNICEF à faire en sorte que le prochain plan d'action prioritaire stratégique pour l'égalité des sexes dispose des ressources adéquates;
7. *Prie* l'UNICEF de continuer à lui faire rapport sur les progrès qu'il réalise dans son action en faveur de l'égalité des sexes, conformément au plan d'action stratégique prioritaire pour l'égalité des sexes 2010-2012 et au plan qui prendra sa suite, au cours de sa session annuelle en 2013.

*Session annuelle
8 juin 2012*

2012/9. Projets de descriptif de programme de pays*Le Conseil d'administration*

Approuve le budget indicatif global des programmes de coopération des pays ci-après :

<i>Région/pays</i>	<i>Période</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Document E/ICEF/2012</i>
Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants				
Bulgarie	2013-2017	3 750 000	12 500 000	P/L.4
République de Moldova	2013-2017	3 750 000	20 300 000	P/L.5
Roumanie	2013-2017	3 750 000	12 500 000	P/L.6
Asie de l'Est et Pacifique				
Pays insulaires du Pacifique – programme multinational	2013-2017	27 825 000	44 000 000	P/L.7
Afrique de l'Est et Afrique australe				
Lesotho	2013-2017	5 260 000	40 000 000	P/L.8
Moyen-Orient et Afrique du Nord				
Djibouti	2013-2017	3 750 000	19 500 000	P/L.9
Jordanie	2013-2017	3 600 000	8 000 000	P/L.10
Asie du Sud				
Inde	2013-2017	210 000 000	540 000 000	P/L.11 et Corr.1
Népal	2013-2017	34 160 000	109 952 095	P/L.12 et Corr.1
Sri Lanka	2013-2017	3 750 000	56 250 000	P/L.13
Amériques et Caraïbes				
Belize	2013-2016	3 000 000	3 500 000	P/L.14
Bolivie (État plurinational de)	2013-2017	6 760 000	60 000 000	P/L.15
Costa Rica	2013-2017	3 750 000	6 000 000	P/L.16
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale				
Guinée	2013-2017	44 710 000	57 000 000	P/L.17
Libéria	2013-2017	23 470 000	126 530 000	P/L.19
Sierra Leone	2013-2014	17 286 000	97 712 335	P/L.21

*Session annuelle
8 juin 2012*

2012/10. Requête présentée par le Rwanda concernant la soumission d'un projet de descriptif de programme de pays commun au Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS et à ceux de l'UNICEF et du PAM

Le Conseil d'administration,

Rappelant ses décisions 2002/4, 2006/19 et 2008/17 concernant le processus d'approbation des programmes de pays,

1. *Note* la requête présentée par le Rwanda concernant la soumission, à titre exceptionnel, d'un projet de descriptif de programme de pays commun comportant un texte explicatif commun mais faisant apparaître un cadre de résultats et un résumé des ressources nécessaires connexes différents pour chaque organisation ou groupe d'organisations à la première session ordinaire de 2013 des divers conseils d'administration;

2. *Décide* qu'à titre exceptionnel, le projet de descriptif de programme de pays commun du Rwanda sera examiné à la première session ordinaire de 2013 des divers conseils d'administration;

3. *Décide également* que le descriptif de programme de pays définitif sera affiché sur les sites Web des différentes organisations au plus tard six semaines après son examen par leurs conseils d'administration respectifs;

4. *Souligne* que, conformément à ses décisions 2002/4, 2006/19 et 2008/17, l'élément propre à chaque organisation ou groupe d'organisations du descriptif du programme de pays commun sera approuvé, selon la procédure d'approbation tacite, sans présentation ni débat, à la session annuelle de 2013, à moins que cinq membres au moins aient informé leurs secrétariats respectifs, par écrit, avant la session, de leur souhait de porter le descriptif de programme de pays commun définitif à l'attention du Conseil d'administration.

Session annuelle
8 juin 2012

2012/11. Prorogations des programmes de pays en cours

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* des prorogations d'un an approuvées par le Directeur général pour les programmes de pays de Cuba, du Mexique, du Nigéria et du Togo, ainsi que le programme sous-régional de la zone du Golfe, comme indiqué au tableau 1 du document E/ICEF/2012/P/L.22;

2. *Approuve* les prorogations pour deux ans des programmes de la Colombie et des Comores, les deuxièmes prorogations pour un an de ceux de Madagascar et de la Tunisie et la troisième prorogation pour un an de celui de la Namibie, comme indiqué au tableau 2 du document E/ICEF/2012/P/L.22.

Session annuelle
8 juin 2012

2012/12. Rapport annuel sur la fonction d'évaluation et les principales évaluations

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* du rapport annuel sur la fonction d'évaluation et les principales évaluations à l'UNICEF (E/ICEF/2012/13);

2. *Réaffirme* le rôle central joué par la fonction d'évaluation à l'UNICEF et l'importance des principes énoncés dans sa politique d'évaluation (E/ICEF/2008/4);

3. *Accueille avec satisfaction* les éléments de preuve présentés dans le rapport concernant le renforcement constant de la fonction d'évaluation au siège ainsi qu'au niveau régional et national et *encourage* l'UNICEF à accélérer les progrès;

4. *Prend note* des principaux indicateurs de résultats mesurant l'efficacité de la fonction d'évaluation et permettant le suivi des données administratives concernant les ressources humaines et financières;

5. *Note* le travail constructif accompli pour renforcer les savoirs sur le plan mondial, notamment les compétences, les capacités et les systèmes des partenaires nationaux et les échanges de connaissances Sud-Sud;

6. *Se félicite* de la présentation thématique des résultats de l'évaluation récente de la protection de l'enfance et de la prévention de la violence contre les enfants et des mesures prises en conséquence par l'administration;

7. *Rappelle* la décision 2011/20 et réitère la requête qu'il avait présentée à l'UNICEF lui demandant de faire en sorte que l'administration soit prête à donner suite à toutes les recommandations des évaluations et de faire rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des mesures de suivi prises par l'administration;

8. *Demande* à l'UNICEF :

a) D'entreprendre l'examen proposé de la fonction d'évaluation et de la Politique d'évaluation afin de lui présenter une politique d'évaluation à jour à sa session annuelle de 2013 pour examen;

b) D'axer les futurs rapports annuels sur l'efficacité de la fonction d'évaluation au sein de l'UNICEF, notamment la planification et les ressources nécessaires, tout en établissant des rapports distincts chaque année à l'intention du Conseil sur un thème de fond synthétisant les conclusions et les enseignements tirés des évaluations et illustrant la manière dont l'UNICEF les utilise;

c) De faire en sorte que les résultats pertinents des évaluations soient examinés et utilisés de façon systématique dans l'élaboration des politiques, stratégies et programmes essentiels.

*Session annuelle
8 juin 2012*

2012/13. Rapport annuel de 2011 du Bureau de la vérification interne des comptes au Conseil d'administration

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* du rapport annuel de 2011 du Bureau de la vérification interne des comptes au Conseil d'administration (E/ICEF/2012/AB/L.2), du rapport annuel de 2011 du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF et de la réponse de l'administration de l'UNICEF au rapport annuel de 2011 du Bureau de la vérification interne des comptes au Conseil d'administration (E/ICEF/2012/AB/L.3);

2. *Se félicite* de l'importance accordée à la planification des audits axée sur les risques;

3. *Prend acte* du changement de nom du Bureau de la vérification interne des comptes, qui s'appellera désormais Bureau de l'audit interne et des investigations;

4. *Exprime son soutien* au renforcement des capacités du Bureau de l'audit interne et des investigations et demande à l'administration d'assurer une dotation en effectifs suffisante et en temps voulu;

5. *Rappelle* le paragraphe 13 de sa décision 2011/21 sur l'audit interne et la surveillance, qui demandait l'organisation de consultations du Conseil d'administration sur un large éventail de mesures propres à promouvoir la transparence et la responsabilité, y compris la divulgation des rapports d'audit interne; et le paragraphe 12 de la décision 2009/8 sur les circonstances particulières dans lesquelles la divulgation d'un rapport d'audit interne n'est pas jugée souhaitable;

6. *Constate* que l'indépendance de la fonction d'audit interne et la transparence, s'agissant des audits, des états financiers, de la gestion des risques et des contrôles internes, renforce le principe de responsabilité et accroît la confiance du public;

7. *Se déclare favorable* à une plus grande transparence et à une responsabilisation accrue;

8. *Décide* que le Directeur du Bureau de l'audit interne et des investigations divulguera tous les rapports d'audit interne à compter du 30 septembre 2012;

9. *Décide* qu'avant de divulguer un rapport d'audit interne contenant des conclusions qui ont trait à un État Membre donné, l'UNICEF communiquera audit État le texte du rapport et lui laissera suffisamment de temps pour qu'il l'examine et formule des observations à son sujet, conformément au paragraphe 9 b) de la décision 2009/8 et, à cet égard, note que, lorsque le Directeur général juge que l'information contenue dans un rapport d'audit interne de l'UNICEF est particulièrement sensible (parce qu'il a trait à des tierces parties ou à un pays, son gouvernement ou son administration), risque de compromettre une action en cours, ou est susceptible de mettre en péril la sûreté ou la sécurité d'une personne quelconque ou de violer ses droits ou sa vie privée, le Bureau de l'audit interne et des investigations a la faculté de l'éditer, voire de refuser de le divulguer;

10. *Prie* le Bureau de l'audit interne et des investigations de faire figurer, dans son rapport annuel au Conseil d'administration, les titres de tous les rapports d'audit interne publiés pendant l'année et des informations, le cas échéant, sur les questions importantes que la divulgation des rapports d'audit interne a soulevées; et d'inclure dans son rapport annuel de 2014 une analyse de l'expérience acquise jusque-là en ce qui concerne la divulgation des rapports d'audit interne.

*Session annuelle
8 juin 2012*